

depuis j'ai abandonné l'uniforme. Le processus de paix là-bas continue en effet d'être ma principale préoccupation. Mais j'ai été soldat pendant plus de quarante ans, le seul hiatus ayant été l'année passée à Washington, et ma récente expérience irlandaise, ainsi qu'un certain nombre de situations semblables, m'ont amené à réfléchir à une remarque attribuée à Winston Churchill, qu'il aurait faite lors d'un déjeuner privé à la Maison-Blanche en juin 1954 : « *To jaw-jaw is better than to war-war* » (il vaut mieux palabrer que de faire la guerre).

Churchill était loin d'être un pacifiste, et c'est pourquoi son expérience militaire personnelle, tout comme le leadership dont il a fait preuve pendant la Deuxième Guerre mondiale et au début de la guerre froide, donnent encore plus de poids à sa remarque. Je suis tout à fait d'accord qu'il vaut beaucoup mieux discuter que de faire la guerre, mais je continue de croire que le recours à la force militaire, lorsqu'il est nécessaire, a un rôle vital à jouer dans la conduite des affaires mondiales, et que la capacité de développer et d'employer cette force fait partie intégrante du concept de nation. Le premier ministre a lui-même tenu des propos semblables lors d'une allocution prononcée la semaine dernière à l'Institut de la Conférence des associations de la défense à Ottawa.

Je suis né deux ans avant le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale et j'ai grandi au Royaume-Uni après l'échec des tentatives d'apaisement qui cherchaient à éviter un deuxième conflit mondial en moins d'un demi-siècle, un conflit que seule l'utilisation efficace de la force a permis d'arrêter. À treize ans, j'ai dû d'entrer dans les Cadets de mon école d'Édimbourg pour me préparer à deux années de service national obligatoire. Au lieu d'être conscrit, je suis venu au Canada cinq ans plus tard et je me suis enrôlé dans l'Armée canadienne, où j'ai passé trente-cinq ans à me préparer à combattre les forces des pays du Pacte de Varsovie en Europe centrale. Heureusement, cette éventualité ne s'est jamais réalisée, mais il y a eu des moments où on a cru que ça y était – en 1956 en Hongrie, en 1962 à Cuba, en 1968 en Tchécoslovaquie, et en 1981 avec la création des syndicats en Pologne. En 1962, j'étais aide de camp du chef de l'état-major du Canada, et un jour d'octobre de cette année-là, alors que des navires russes transportant des missiles se dirigeaient vers Cuba, j'ai dû dire à mon patron que je venais d'envoyer son chauffeur à son domicile pour faire sa valise, car il fallait qu'il soit prêt à se rendre au siège d'urgence du gouvernement à Carp à une demi-heure de préavis. La valise était prête, mais heureusement elle n'a jamais pris la route de Carp.